Communiqué de Presse

Paris, le 13 avril 2021

L'interfédérale est sidérée par l'inconsistance du projet gouvernemental suspendu à un accord incertain avec la Commission européenne !

Par une note de trois pages, sans en-tête et transmise suite à la réunion avec les fédérations syndicales le 6 avril dernier, le Gouvernement fait l'inquiétante démonstration qu'au regard de l'adage populaire « *qui peut le plus peut le moins* », c'est le moins qui l'emporte, tant la faiblesse de l'illustration à laquelle il s'essaie dans cette note est flagrante.

Outre le fait que la seule liberté donnée aux salariés de choisir le nom des filiales d'Hercule, bref, de choisir la couleur de la peinture, est une véritable insulte à leur égard, l'interfédérale considère que si l'avenir énergétique de la France doit reposer sur un document d'une telle vacuité, il y a tout à craindre, et cela fait étrangement écho aux propos du Président de l'Autorité de Sûreté Nucléaire sur les atermoiements et l'incohérence politiques, lors de sa dernière audition devant les parlementaires.

Modalités de la nouvelle régulation du nucléaire, maintien de l'intégration opérationnelle de l'hydraulique dans EDF, réalité des synergies entre Enedis et les autres activités de l'entité verte EDF Énergies Nouvelles et Réseaux au regard de son indépendance de gestion, financements croisés et capacité d'EDF à ne pas s'y voir diluée… Tout dans ce document gouvernemental, au-delà des déclarations d'intention, s'écrit au conditionnel, ce qui n'est pas rassurant. Rien sur l'état précis des négociations avec la Commission européenne et plus aucune référence aux 10 milliards de soutien public pourtant annoncés, lors de la réunion avec l'interfédérale la semaine dernière, par le Ministre lui-même ! Mais un seul point commun entre le document et le discours ministériel, c'est une fable qui fait fi, par volonté ou par stratégie, des détails primordiaux.

Sans vouloir commenter complétement ce document et entrer dans ce jeu de dupes, l'interfédérale note que tous les fondamentaux qui permettraient de maintenir l'intégrité du groupe EDF, et donc pour les Français d'un système électrique optimisé qui leur garantit de payer une facture annuelle en moyenne inférieure de 300 € à celle de leurs voisins européens, sont suspendus aux résultats des discussions avec Bruxelles et donc à son accord.

Il est donc peu probable que la réforme d'EDF, si elle devait se faire, aboutisse sur les bases du document remis à l'interfédérale. Il est alors à craindre que la désintégration d'EDF soit inéluctable avec pour résultat une incontestable hausse des prix pour les Français et l'industrie Française.

Pire, l'usage du conditionnel dans cette note gouvernementale interpelle sur l'absence totale de plans alternatifs, et démontre au mieux l'impréparation et au pire l'absence de réflexion stratégique.

Au moment où tout s'accélère, de la pandémie au dérèglement climatique en passant par l'affaiblissement politique de l'Europe, l'avenir du plus grand énergéticien européen qu'est EDF et la préservation de la sécurité d'approvisionnement électrique de la France à un coût acceptable par les citoyens, ne peuvent en aucun cas s'inscrire au conditionnel avec des conditions suspensives.

L'interfédérale réaffirme par conséquent son opposition à un projet au mieux inabouti, incertain et insuffisamment travaillé, au pire à un projet caché et beaucoup moins avouable. Dans tous les cas, la « belle histoire » n'aura convaincu personne !